

Rubrique réalisée par Michèle Boin avec le soutien de l'Afrika Studiecentrum de Leiden

Les Cahiers d'outre-mer

(Bordeaux)

« Urbanisation et évolution des cultures vivrières en Afrique noire »

52^e année, n° 207, juill.-sept. 1999.

Ce numéro thématique souligne des changements qui affectent le monde agricole dans un contexte d'urbanisation et de modification de la problématique de l'approvisionnement des villes en Afrique : abandon progressif du « partage sexuel des tâches », intervention des paysans dans la commercialisation des produits maraîchers à destination des villes, développement du tâcheronnage qui pourrait mener à un salariat agricole, mais aussi et surtout monétarisation de la terre et privatisation du foncier dans des sociétés où la propriété collective et le droit d'usage temporaire du sol étaient presque partout la règle générale. Quatre exemples sont ici traités : les environs de Brazzaville (B. M. Mengho), l'arrière-pays de Ouagadougou (O. Nébié), la région de Cotonou et de Porto-Novo (B. N'Bessa) et le Cameroun méridional (K. Fodouop).

Politikon. South African Journal of Political Studies

(Johannesburg)

Vol. 26, n° 2, novembre 1999.

Les élections du 2 juin 1999 en Afrique du Sud sont le fil conducteur de ce numéro spécial. Dans le premier article, R. Taylor et T. Hoeane récuse l'interprétation courante qui explique la victoire de l'ANC en termes de corrélation rigide entre identité raciale/ethnique et soutien à un parti, mais qui, selon eux, ne rend pas compte de la complexité de la différenciation sociale. Gagnées avec une marge étroite par l'Inkatha

Freedom Party, les élections de 1999 au KwaZulu-Natal ont reflété l'engagement des partis politiques en lice dans le processus démocratique. L'IFP et l'ANC avaient conclu un accord selon lequel, quels que soient les résultats des élections, les deux partis coopéreraient au niveau national et régional. Ils exprimaient ainsi une volonté d'affirmer la légitimité des institutions démocratiques et de dépasser le style des années de transition, marqué par la confrontation à base ethnique (L. Piper).

En 1999, un « challenger » dangereux, l'Union Democratic Movement (UDM), formé deux ans plus tôt par le Xhosa Bantu Holomisa, s'attaque au quasi-mythe fondateur qui faisait de la province du Cap oriental la base du pouvoir politique de l'ANC. L'UDM cherche à exploiter le mécontentement contre le gouvernement provincial de l'ANC en cultivant le bon vouloir des chefs et de l'ancienne élite transkéienne. L'ANC réplique en s'efforçant de gagner les chefs et en mettant en place des leaders nationaux pour mener la campagne électorale au Transkei. Même si l'UDM ne parvient pas à se développer au niveau national, elle semble être en mesure d'asseoir sa position au Cap oriental (R. Southall).

Le New National Party (NNP) a connu un déclin très net aux élections de 1999. Hennie Kotzé revient sur la stratégie électorale et le fonctionnement de ce parti, ainsi que sur l'attitude des électeurs noirs : le NNP, à condition qu'il sache dans le futur mettre l'accent sur une attitude consensuelle dans l'opposition, a des chances de redémarrer sans devenir un simple parti régional ou ethnique. Mcebisi Ndletyana propose un bilan de l'UDM ; aux dernières élections législatives de juin 1999, ce parti est parvenu à devenir le cinquième d'Afrique du Sud. Cependant, les suffrages transkéiens en faveur de Holomisa traduisent un souhait de restauration du passé ainsi qu'une déception à l'égard du présent. Le gouvernement



régional de l'ANC a commencé à travailler sur les questions ayant conduit à cette insatisfaction. Hors du Transkei, les chances de croissance de l'UDM sur une base nationale semblent minces. Contrairement aux idées reçues, il existe une hétérogénéité électorale dans les communautés « coloured » et indienne selon les classes sociales, affirment A. Habib et S. Naidu. Les « Coloured » qui ne disposent que de bas revenus et les Indiens se sont montrés peu disposés à voter pour l'ANC, alors que les secteurs plus privilégiés se sont ralliés au parti au pouvoir. C'est là le résultat de l'application simultanée d'un programme économique néolibéral et d'une politique d'« action affirmative » qui fait que les premiers, économiquement marginalisés, se sentent vulnérables. L'électorat féminin n'est pas, lui non plus, homogène. Les débats internes sur la défense des intérêts divers suggèrent qu'à un niveau extérieur, le terrain étroit d'objectifs communs est tracé et défendu, mais qu'à un niveau intérieur une contestation vigoureuse n'épargne pas les politiques spécifiques ni les manifestes des partis (S. Hassim). Pour S. Friedman, les citoyens d'Afrique du Sud ont montré que leur vote n'était pas uniquement motivé par des calculs d'intérêt. Des éléments intangibles tels que l'expression démocratique de toutes les identités jouent un rôle qui n'est pas moins important que les aspects d'amélioration purement matérielle.

Johan L. Olivier et S. Rule se penchent sur les résultats d'une enquête menée parmi des votants le jour des élections de juin 1999. Selon celle-ci, la grande majorité percevait ces élections comme libres et justes. Moins de 2 % ont déclaré avoir subi des pressions pour voter pour un parti en particulier : le consensus national sur la légitimité des élections traverse le clivage entre races et partis politiques d'Afrique du Sud.

Tout en réfutant les doutes sur l'avenir de la démocratie en Afrique du Sud, R. Mattes, H. Taylor et C. Africa expliquent les critères du cadre théorique dans lequel l'étude intitulée *Opinion'99* a examiné le choix des électeurs. L'accent est mis sur la manière dont ces derniers prennent connaissance

du bilan attribué aux actions du gouvernement et des solutions proposées par les partis d'opposition. Le modèle de prédiction utilisé permet, selon les auteurs, de prévoir avec justesse les choix d'une très grande majorité de Sud-Africains.

L'analyse, par S. Booyens, des possibilités futures pour la vie politique des partis d'opposition en Afrique du Sud se fonde sur des entretiens avec des acteurs de différents partis, sur le suivi des médias et sur l'observation directe. Dans la conjoncture actuelle, la dynamique de l'ANC est plus puissante que celle de l'opposition. Les scénarios des partis de l'opposition dépendent donc davantage de ce que fait l'ANC que de leur propre initiative. À court et moyen terme, la position de l'ANC ne paraît pas menacée.

Thomas A. Koellble évalue les perspectives pour la démocratie sociale en Afrique du Sud contre les théories d'ouvrages sur la démocratie et la globalisation tels que *False Dawn* (1998), de J. Gray, et *The Awkward Embrace* (1999), de H. Giliomee et C. Simkins. Pour lui, les gouvernements, dans les pays moins développés, ont réellement des choix dans la configuration à donner à leur politique sociale et économique, et peuvent échapper aux diktats de l'orthodoxie néolibérale. Le chemin vers une démocratie libérale dans laquelle l'État parvienne à une légitimité accrue passe à la fois par les questions de culture de la démocratie participative et par celles du développement économique.

Transformation

« Critical perspectives on Southern Africa »

N° 38, 1999.

Adam Habib propose, dans l'éditorial de ce numéro spécial qui coïncide lui aussi avec les deuxièmes élections démocratiques en Afrique du Sud, de tenter d'identifier les caractéristiques clefs de la période de transition post-apartheid, et d'évaluer leurs implications politiques pour la

consolidation de la démocratie. Robert Mattes, C. Africa et H. Taylor rendent compte des élections en recherchant les facteurs qui ont influencé, chez les électeurs, le soutien aux partis. Juste avant le début de la deuxième campagne électorale, 56 % des électeurs potentiels déclaraient ne se sentir proches d'aucun parti politique. Les partis d'opposition n'ont cependant pas été en mesure d'exploiter la faiblesse de la position de l'ANC quelques mois avant les élections. Pour bien comprendre l'atmosphère entourant les partis en 1998, il faut non seulement savoir si les électeurs pensaient que la situation était meilleure ou moins bonne, mais aussi à qui ils décernaient blâme ou mérite pour la gestion globale du pays et de l'économie.

Pour F. Barchiesi, la transition politique a été affectée par le Congress of South African Trade Unions (Cosatu) en tant que force de gouvernement et facteur de stabilisation sociale dans un contexte marqué par l'orthodoxie macroéconomique du marché. Cependant, cette fédération s'est trouvée progressivement marginalisée en tant qu'acteur critique sur le terrain du changement dans l'industrie et les petites entreprises, et sur celui de la restructuration du marché du travail. Son double rôle d'acteur politique et de syndicat pose la question de l'indépendance des représentants des classes laborieuses et de la politique des alliances au cours de la période post-électorale.

John Saul porte un regard critique sur la logique qui a guidé la politique économique de l'après-1994 et son impact sur l'alliance tripartite formée par l'ANC, le Parti communiste sud-africain et le Cosatu. Pour lui, de par sa stratégie post-apartheid sacrifiant à la « magie du marché », l'ANC a manqué une occasion cruciale de traduire l'enthousiasme populaire de la lutte contre l'apartheid et les « élections de la liberté » en une expérience socioéconomique forte d'une réelle substance révolutionnaire.

Roger Southall et G. Wood examinent les relations, parfois tendues, entre le Cosatu et l'ANC. Leur article est une réponse à celui de A. Habib et

R. Taylor (*Review of African Political Economy*, n° 79, 1999), qui vantent les vertus d'une rupture de l'Alliance, le syndicat progressif étant le seul, à leurs yeux, à avoir la capacité de forger une opposition parlementaire effective. Pour R. Southall et G. Wood, nombreuses sont les raisons de ne pas quitter l'Alliance, en particulier si l'on tient compte des opinions nuancées exprimées à l'égard de l'ANC par les membres du Cosatu lors d'une enquête auprès de ses adhérents.

Pour finir, G. Berger évalue, à partir de quatre perspectives différentes, le rôle des médias (spécialement la presse écrite), leur éventuel changement d'orientation et leur apport au cours de l'« État-Mandela » de 1994-1999. Il décrit l'environnement juridique dans lequel ils opèrent, les questions importantes de leurs propriétaires et du contrôle s'exerçant sur eux, la complexité du rôle du public. Malgré le rejet des transformations dans les médias exprimé par des commentateurs d'extrême gauche, cet article conclut qu'une évolution considérable, quantitative et qualitative, a bien eu lieu dans les cinq premières années de la démocratie sud-africaine.

Lesotho Social Science Review

(Roma)

« Lesotho's recent conflicts »

Vol. 5, n° 1, juin 1999.

« Power struggles in the Basutoland Congress Party, 1991-1997 », de N. W. Pule, montre comment la nature de la victoire électorale du BCP en 1993, la lutte interne pour le pouvoir, la manière dont cette rivalité a été résolue ainsi que la paralysie qui en a résulté pour le gouvernement ont toutes contribué à la crise politique qui s'est développée autour des élections générales de 1998.

Pontso Sekatle, dans « The Lesotho general election of 1998 », analyse les deuxièmes élections démocratiques à s'être tenues depuis la fin du gouvernement militaire. Celles-ci ont abouti à



une victoire écrasante du parti au pouvoir, le Lesotho Congress for Democracy (LCD), mais ont aussi été marquées – bien qu’officiellement déclarées libres et justes – par une controverse qui a mené le pays aux portes de l’anarchie et de la guerre civile.

« The military and democratization in Lesotho » traite des difficultés rencontrées dans les tentatives de soumettre les militaires à la règle constitutionnelle dans les nouvelles démocraties. T. H. Mothibe y analyse les efforts du gouvernement entrepris dans ce but avec l’aide du Botswana, de l’Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Royaume-Uni et des États-Unis, et avec un succès apparent jusqu’à la crise de septembre 1998.

Denis Kadema, dans « The DRC and Lesotho crises : some lessons for the SADC », dresse une comparaison entre la République démocratique du Congo et le Lesotho. Bien que les causes et la nature du conflit y soient différentes, une intervention militaire extérieure, celle des forces de la Communauté de développement d’Afrique du Sud (SADC), a constitué dans ces deux pays un élément de la résolution des hostilités. La RDC et le Lesotho doivent se défier des élites politiques dont l’intérêt est d’attiser les conflits, et trouver des mécanismes internes, constitutionnels et électoraux aptes à assurer le fonctionnement de la règle de la majorité tout en permettant aux minorités de participer à la vie politique.

Sans dissimuler où va sa sympathie, « The challenges of the south african military intervention in Lesotho after the 1998 elections », de F. K. Makoa, traite – de façon très critique à l’égard du régime post-apartheid de l’ANC –, du débat autour des causes des problèmes politiques du Lesotho, des liens entre démocratie et stabilité politique, de la légitimité de l’intervention de la grande voisine, l’Afrique du Sud, et de l’influence exercée par cette dernière en Afrique australe et sur le reste du continent.

Dans son article « The linguistics of blame in media discourse : language, ideology and point of view in media reports on the 1998 Lesotho conflict », une analyse des choix lexicaux, méta-

phoriques et rhétoriques adoptés par différents journaux pour rendre compte des mêmes événements permet à P. Thetela d’éclairer le rôle de la presse de langue anglaise (au Lesotho et en Afrique du Sud) dans ce conflit.

Mpho G. Molomo s’interroge dans « External military intervention in Lesotho’s recent political crisis » sur les conditions de l’intervention des forces armées du Botswana et de l’Afrique du Sud, sur sa légitimité, et sur ses implications pour la politique étrangère du Botswana dans le contexte de la région.

Les conflits, pose K. Matlosa, ont toujours fait partie de l’histoire politique du Lesotho. Ils ont miné les tentatives de gouvernement démocratique, d’autant plus qu’ils tournaient habituellement à la violence, et que les protagonistes cherchaient à les résoudre par des moyens militaires, en ayant ou non recours à un appui extérieur. « Conflict and conflict management : Lesotho’s political crisis after the 1998 election » illustre la dynamique de cette situation de crise structurelle, en envisageant des moyens de rétablir la stabilité et la bonne gouvernance.

Internationale Spectator

(La Haye)

53^e année, n° 5, mai 1999.

Stephen Ellis s’interroge sur l’État en Afrique en posant la question du degré d’exactitude – et de pertinence – de l’idée selon laquelle l’Afrique a sa manière spécifique de régir ses affaires publiques, qui a été étouffée par le poids de l’histoire coloniale et la surimposition d’institutions importées.

Le débat sur l’histoire des systèmes politiques africains court le risque de reproduire le stéréotype occidental qui veut qu’il existe un mode de gouvernement authentiquement africain, hors du temps. Que les institutions étatiques et les frontières artificielles aient été imposées est un fait historique. Il n’y a pas de systèmes politiques qui soient

authentiquement africains : il existe des systèmes qui ont une histoire en Afrique, mais cela est un autre problème. Pour C. Reij, l'image généralement négative de l'Afrique dans les médias ne repose pas sur des données exactes. Les données macro-environnementales ont une base empirique très faible. L'accroissement de la population et les contraintes exercées sur les ressources naturelles ont conduit dans de nombreuses régions africaines à un processus d'intensification de l'agriculture et, localement, à une réhabilitation environnementale. La participation de la population locale dans la conception et la mise en œuvre des programmes de développement agricole ayant en vingt ans considérablement amélioré l'efficacité de ces derniers, il est ironique que la ministre néerlandaise de la Coopération pour le développement ait récemment décidé de

faire passer la politique de coopération bilatérale de programmes à un soutien sectoriel.

Ineke van Kessel examine le rôle de l'Afrique du Sud dans le contexte du continent depuis 1994, et dresse un bilan de sa politique, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à partir des espérances suscitées à l'époque. À la fin de la période Mandela, une expansion économique agressive est dirigée vers d'autres pays africains, l'Afrique du Sud étant le membre dominant de la Southern African Development Community (SADC) ; le développement de l'industrie de l'armement dénote une continuité avec le passé. Dans la crise du Lesotho, la réaction de l'Afrique du Sud montrait des traits anciens aussi bien que nouveaux ; celle de la région des Grands Lacs illustre les limites du rôle de l'Afrique du Sud. Reste à la SADC à trouver son équilibre de fonctionnement.

